

Ville de Québec 2008-2108:

Notre place dans la Francophonie en 2018, 2028, 2058 ...

On peut lire sur PopulationMondiale.com de Graeme Villeret, citoyen d'une municipalité voisine, que d'environ 6,7 milliards en mai 2008, l'humanité devrait croître à 9,2 milliards de personnes vers 2050. À la demie du siècle, j'ai estimé en février dernier que selon la tendance démographique de la récente décennie à Québec, la population de notre agglomération serait en chute continue d'un sommet de 545 mille citoyens vers 2010-2015. Nous déclinions à 422 mille en 2058. Pendant le même temps, la population du Québec passerait de 7,673 millions à 7,3 et celle du Canada de 32,775 millions à 36,270. En France, le berceau et tête de file actuelle de la Francophonie, son Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) prévoit que pour la même période, la population passera de 61,9 à 70 millions. Cette estimation concerne la France métropolitaine, sans ses départements et territoires d'outre-mer où la natalité est plus forte.

Au Maghreb, deuxième pôle de la Francophonie, l'augmentation de la population sera plus importante qu'en France et l'Algérie, le deuxième pays francophone au monde, s'y trouve. En Afrique subsaharienne, troisième pôle en nombre, mais peut-être deuxième de coeur, la population pourrait doubler et même tripler étant donné la surnatalité qui s'y trouve. On y compte actuellement 23 millions de francophones et 30 millions de francophones partiels, disséminés à travers une population de 217 millions de personnes de diverses langues maternelles, parfois nationales. Le français y est la langue minoritaire mais officielle, donc d'enseignement et d'administration je présume, dans une majorité de pays.

L'Afrique sub-saharienne est le grand espoir de croissance de la Francophonie selon Richard Marcoux, démographe et professeur au département de sociologie à l'Université Laval. Je le cite: "Ainsi, les francophones qui représentaient moins de 3 % de la population mondiale, pourraient passer à 7 % en 2050". "Alors que moins de la moitié des francophones du monde y (Afrique) vivaient en 2000, on peut s'attendre à y trouver près de 85 % d'entre eux en 2050, soit plus d'un demi-milliard des francophones de la planète".

Comment la ville de Québec pourrait-elle se faire une place enviable dans cette future Francophonie ?

Un peu de démographie franco-mondiale

Une compilation faite par Valérie Gas et Florence Leroux en 2004 à l'occasion du Sommet de la francophonie à Ouagadougou dénombrait en 2002 environ 110 millions de francophones dans le monde et plus de 65 millions de francophones partiels. Le terme « francophone » désigne une personne capable de faire face, en français, aux situations de communication courante tandis qu'un « francophone partiel » est une personne ayant une compétence réduite en français, lui permettant de faire face à un nombre limité de situations. En 2004, le Haut Conseil de la Francophonie, Rapport 2002-2003, parle de 115 millions de francophones mais toujours de

175 millions avec les francophones partiels. Ils se répartissent sur les cinq continents selon les nombres indiqués au tableau qui suit:

territoire	francophones	Franc. partiels
Afrique subsaharienne	22 955 000	20 610 000
Maghreb	15 700 000	
Algérie	16 000 000	
Maroc	10 999 000	
Tunisie	4 800 000	
Océan Indien	919 000	3 490 000
Amérique du Nord	7 500 000	3 060 000
Louisiane	300 000	
Nouvelle-Angleterre	400 000	
Caraïbes	1 805 000	951 000
Haïti	1 040 000	800 000
Extrême Orient	192 000	225 000
Proche et Moyen Orient	1 818 000	783 000
Europe cent. et orientale	1 423 000	5 173 000
Europe de l'Ouest	65 005 000	5 170 000
Océanie	423 000	48 000
ensemble (environ)	115 000 000	60 000 000

L'Algérie n'est pas prise en compte à Maghreb dans le tableau ci-dessus du fait que cet État n'est toujours pas membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie (l'OIF). Il constitue pourtant le second pays francophone au monde, avec près de 16 millions de personnes qui parlent le français sur une population de 31,2 millions d'habitants.

Par ailleurs, le nombre d'élèves et d'étudiants de français progresse malgré les difficultés à l'éducation sur le continent africain et au Moyen-Orient mais stagne dans les autres régions du monde. On retrouve par région 18 018 000 d'apprenants en Afrique du Nord et Moyen-Orient ; 33 398 000 en Afrique subsaharienne et Océan indien ; 8 490 000 dans les Amériques et les Caraïbes ; 2 020 000 en Asie et Océanie ; 27 708 000 en Europe. Au total on obtient 89 634 000 (contre 81 669 900 en 1998). Près du tiers des apprenants (33,6 millions) résident en Afrique subsaharienne et dans l'Océan Indien.

Un peu de démographie franco-canadienne

Au Canada comme nous le savons tous et pouvons le constater au tableau en début de page 3, les personnes dont la langue maternelle est le français se retrouvent majoritairement au Québec. Ils s'en trouvent 489 mille en Ontario, 232 au Nouveau-Brunswick, 61 en Alberta, 54 en Colombie-Britannique, 44 au Manitoba, 32 en Nouvelle-Écosse, 5 à l'Île-du-Prince-Édouard, 2 à Terre-Neuve-et-Labrador, 1 au Yukon, 1 au Territoire du Nord-Ouest et 0,4 au Nunavut. Ces provinces et territoires sont en sous-natalité sauf au Nunavut, sauf erreur.

Dans Le Devoir du 26 août courant, Louise Beaudoin du CERIU et coordonnatrice du Réseau Francophonie signale que "Selon les données de Statistique Canada, il n'y a plus, à l'extérieur du Québec, que 4,1 %, soit 975 390 citoyens qui ont le français comme langue maternelle et encore moins, 2,5 %, qui le parle à la maison". De ce côté-ci de l'Atlantique, l'avenir de la Francophonie est noir.

Lieu	pop. totale	français, langue ...		franç. angl. maternelle
		maternelle	au travail	
Terre-Neuve-et-Lab.	500 610	1 885	595	295
Île-du-Prince-Éd.	134 205	5 345	2 040	495
Nouvelle-Écosse	903 090	32 540	12 645	2 100
Nouveau-Brunswick	719 650	232 980	128 300	4 450
Québec	7 435 900	5 877 660	3 389 960	43 335
Ontario	12 028 895	488 815	210 230	32 685
Manitoba	1 133 515	43 960	14 135	2 630
Saskatchewan	953 845	16 055	3 105	1 130
Alberta	3 256 360	61 225	14 785	5 405
Colombie-Brit.	4 074 385	54 740	12 060	5 920
Territoire du Yukon	30 195	1 105	455	110
Terr. du Nord-Ouest	41 055	970	360	40
Nunavut	29 325	370	175	20
Canada	31 241 030	6 817 650	3 788 865	98 615

Un peu de démographie franco-subsaharienne

La première colonne numérique du tableau suivant révèle les populations des pays d'Afrique subsaharienne qui sont membres de l'Organisation internationale de la Francophonie en 2002. Les pays sont par ordre décroissant du pourcentage de francophones. Les nombres sont tirés de L'État du monde 2008, La Découverte/Boréal; ils valent en majorité pour l'année 2006.

pays	pop. million	francophones		franc. partiels		somme million
		%	million	%	million	
Gabon	1,311	91,6	1,201			1,201
Congo (Brazza-)	3,689	33,33	1,228	33,33	1,228	2,456
Côte d'Ivoire	18,914	22,09	4,178	40	7,566	11,744
Togo	6,874	20,1	1,288	35,2	2,256	3,544
Tchad	10,468	19,4	2,031			2,031
Cameroun	18,175	18	3,271	26,8	4,871	8,142
Centrafrique	4,265	17,57	0,749			0,749
Sénégal	12,072	10,5	1,268	13,6	1,641	2,909
Niger	13,737	9	1,236			1,236
Bénin	8,761	8,77	0,768	16,67	1,461	2,229
Mali	11,968	8,2	0,981	8,2	0,981	1,962
Burkina Faso	14,359	7,2	1,034	15,6	2,241	3,275
Rwanda	9,464	6	0,568	2	0,189	0,757
Mauritanie	1,252	5,42	0,068	4,17	0,052	0,140
Guinée	9,181	5,4	0,496	9,7	0,891	1,387
Cap-Vert	0,519	4,99	0,026			0,026
Congo (Rép. d.)	60,644	4	2,426	10	6,064	8,490
Burundi	8,173	0,73	0,061	7,35	0,601	0,662
Guinée-Bissau	1,646	0,5	0,008			0,008
Sao Tomé-et-P.	0,155	0,2	0,0003			0,0003
Guinée équat.	0,496	0,1	0,0005	15	0,074	0,079
ensemble	216,942		22,955		30,373	53,328

Les deuxième et troisième colonnes fournissent respectivement la proportion et le nombre de francophones qui se retrouvent dans ceux-ci. Les nombres sont tirés cette fois du Rapport 2002-2003 du Haut Conseil de la Francophonie. Pour les autres colonnes, ils sont prélevés du site Internet de Radio France internationale et proviennent aussi du Rapport 2002-2003 du Haut Conseil de la Francophonie.

Les deux colonnes suivantes exposent à leur tour les proportions et nombres de francophones partiels. La dernière donne la somme des francophones tout court et francophones partiels. On voit que c'est en Côte d'Ivoire et au Cameroun que se retrouve en densité et nombre en Afrique la Francophonie. En densité seulement, le Gabon domine à 91,6 % de francophones sur 1,311 habitants. Avec ses 60 millions d'habitants dont 4% seulement de francophones mais 10 % de francophones partiels, pour un ensemble de 8,940 millions, la République démocratique du Congo s'insère entre le Côte d'Ivoire 11,744 millions et le Cameroun, 8,142 quant au nombre de francophones d'un type ou de l'autre.

Selon le Fonds des Nations-Unies pour la population, celle du continent africain devrait se multiplier par 2,5 d'ici 2050. Si la natalité chute présentement en Tunisie comme ce qu'on a vécu au Québec dans les années 60, passer à moins de 2 enfants en moyenne par femme, en Algérie et au Maroc en 2002, c'est encore autour de 3 enfants. Dans les pays sub-sahariens la natalité demeure forte, le nombre moyen d'enfants par femme dans plusieurs pays y dépasse encore cinq. La cinquième colonne numérique du tableau en page 5 livre par pays cet indice synthétique de fécondité. Au Québec, il était de 1,65 en 2007. Si "De ce côté de l'Atlantique, l'avenir de la Francophonie est noir", que dire de celui de l'autre côté de l'Atlantique, Blancs ? Non, Noirs.

Québec, ville éducatrice

Clément Laberge, fervent de pédagogie, en particulier de technologies de l'information et des communications (TIC) appliquées en éducation m'a fait découvrir sur son blogue que La ville de Québec est membre de l'Association internationale des villes éducatrices. Cette association a été fondée à Barcelone en 1990. Elle s'est donné une charte pleine de principes idéalistes, angéliques même, dont la promotion par les citoyens d'une ville mènerait à une réalisation démocratique des droits de l'homme en matière d'éducation. L'association ne voit pas l'éducation comme étant seulement une affaire des parents et des écoles mais aussi des villes.

Ville éducatrice ou cité éducative ? Peut-être question de traduction m'a écrit Clément Laberge. Dans le petit Robert 1, éducative signifie "qui a l'éducation pour but"; éducatrice signifie "qui s'occupe d'éducation". Pas besoin de dresser une liste de nos institutions d'enseignement pour démontrer que Québec est une ville qui s'occupe d'éducation. Le problème qui s'annonce est qu'elle manquera d'élèves, d'étudiants et de citoyens localement, prochainement. Actuellement, au cégep et à l'université, on racle. Quarante ans de sous-natalité finissent par générer un vide régénérationnel qui se traduit par une baisse importante des inscriptions dans les institutions d'enseignement.

Membres du Conseil municipal, est-ce que notre ville devrait se donner l'éducation pour but ? l'Afrique francophone, avec ses indices synthétiques de fécondité (IHF) olympiques passés et présents doit être en surplus d'élèves, d'étudiants et même de citoyens nomades ou diasporiques pour des décennies, au moins un demi-siècle. L'avion, c'est trop cher et polluant. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas un tramway La Cité-La Cité universitaire ou un TGV vers Montréal mais un traversier grande vitesse transatlantique (TGVT) pour quand la communication à distance par satellite et télévision ou téléphone ne suffira plus.

Le tableau qui suit donne à réfléchir. Il fournit un aperçu du développement démographique, ISF, économique, PIB, humain, IDH, et scolaire, scol. 3, des pays subsahariens ayant le français comme langue officielle.

pays	pop.	franc.	PIB/PNB	ISF	IDH	scol. 3
	million	million	hab. \$us	enfant	0 - 1	%
Gabon	1,311	1,2	3,685	4,7	0,63	6,6
Congo Brazzaville	3,689	1,2	700	4,5	0,52	3,7
Côte d'Ivoire	18,914	4,2	680	4,6	0,42	6,5
Togo	6,874	1,3	270	4,8	0,51	3,6
Tchad	10,468	2,1	PNB 480	5,4	0,37	1,2
Cameroun	18,175	3,3	PNB 695	4,5	0,51	6,1
Centrafrique	4,265	0,8	320	4,6	0,52	1,6
Sénégal	12,072	1,3	750	4,9	0,46	5,4
Niger	13,737	1,2	890	7,2	0,45	0,9
Bénin	8,761	0,8	PPA 980	5,4	0,43	3,1
Mali	11,968	1,1	PNB 860	7,0	0,34	2,6
Burkina Faso	14,359	1,1	PNB 330	6,5	0,34	2,4
Rwanda	9,464	0,6	PNB 215	5,4	0,45	2,7
Mauritanie	1,252	0,1	350	4,4	0,49	3,2
Guinée	9,181	0,1	1,960	5,4	0,45	3,1
Cap-Vert	0,519	0	5,570	3,3	0,72	6,9
Congo Rép. dém.	60,644	2,4	PNB 110	6,5	0,39	1,3
Burundi	8,173	0,1	PNB 100	6,4	0,38	2,3
Guinée-Bissau	1,646	0	970	7,1	0,35	0,4
Sao Tomé-et-Princ.	0,155	0	280	3,9	0,61	1,1
Guinée équat.	0,496	0	5,600	5,4	0,65	2,6
	216,942	22,955				
Canada	32,577	6,8	35 494	1,5	0,95	60,2

On peut lire sur Internet que "l'Indicateur de Développement Humain, ou I.D.H., a comme objectif d'essayer de mesurer le niveau de développement des pays, sans en rester simplement à leur poids économique mesuré par le P.I.B. ou le P.N.B. par habitant. Il intègre donc des données plus qualitatives. C'est un indicateur qui fait la synthèse (on l'appelle indicateur composite ou synthétique) de trois séries de données : 1 - l'espérance de vie à la naissance (qui donne une idée de l'état sanitaire de la population du pays); 2 - le niveau d'instruction mesuré par la durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation; 3 - le P.I.B. réel (c'est-à-dire corrigé de l'inflation) par habitant, calculé en parité de pouvoir d'achat (PPA - c'est-à-dire en montant assurant le même pouvoir d'achat dans tous les pays). Le P.I.B. par habitant donne une indication sur le niveau de vie moyen du pays.

L'I.D.H. est calculé par le [Programme des Nations Unies pour le Développement](#) (P.N.U.D.). Il se présente comme un nombre sans unité compris entre 0 et 1. Plus l'I.D.H. se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé. Le calcul de l'I.D.H. permet l'établissement d'un classement annuel des pays. L'I.D.H., s'il est sans doute un meilleur indicateur du niveau de développement d'un pays que le P.I.B. par habitant, n'est cependant pas exempt de faiblesses, en particulier parce qu'il inclut celui-ci et on sait que la mesure du P.I.B. pose de nombreux

problèmes. D'autre part, il faudrait sans doute prendre en compte davantage de critères qualitatifs, en particulier en ce qui concerne les inégalités.”

La colonne titrée scol. 3 indique quel pourcentage des jeunes du pays âgés de 20 à 24 ans sont inscrits à un programme d'études supérieures, d'études de troisième degré. Ce nombre n'inclut pas les étudiants inscrits dans une université étrangère.

Pour fin de comparaisons des pays africains avec le nôtre, le tableau se termine par les indicateurs pour le Canada. À noter qu'en pratique, l'IDH à son plus bas commence vers 0,30.

Québec, ville de formation et d'instrumentation pédagogique ?

La question en introduction était “ Comment la ville de Québec pourrait-elle se faire une place enviable dans cette future Francophonie”. Brièvement, par un rapprochement entre Québécois et Africains francophones, ville à ville, comme procède l'Association internationale des villes éducatrices (AIVÉ). À ce sujet, voici un tableau des capitales des pays d'Afrique qui ont le français comme langue officielle ainsi que leurs populations. Porto-Novo, Kigali, Dakar et Lomé sont membres de l'AIVÉ.

pays	pop. million	francophones %	francophones million	capitale	pop. cap. mille
Gabon	1,311	91,6	1,2	Libreville	685
Congo Brazzaville	3,689	33,33	1,2	Brazzaville	1 100
Côte d'Ivoire	18,914	22,09	4,2	Yamoussoukro	299
Togo	6,874	20,1	1,3	Lomé	843
Tchad	10,468	19,4	2,1	N'djamena	1 519
Cameroun	18,175	18	3,3	Yaoundé	1 745
Centrafrique	4,265	17,57	0,8	Bangui	810
Sénégal	12,072	10,5	1,3	Dakar	2 486
Niger	13,737	9	1,2	Niamey	775
Bénin	8,761	8,77	0,8	Porto Novo	237
Mali	11,968	8,2	1,1	Bamako	1 349
Burkina Faso	14,359	7,2	1,1	Ouagadougou	1 392
Rwanda	9,464	6	0,6	Kigali	800
Mauritanie	3,044	5,42	0,2	Nouakchott	661
Guinée	9,181	5,4	0,1	Conacry	1 852
Cap-Vert	0,519	4,99	0	Praia	116
Congo Rép. dém.	60,644	4	2,4	Kinshasa	7 790
Burundi	8,173	0,73	0,1	Bujumbura	464
Guinée-Bissau	1,646	0,5	0	Bissau	426
Sao Tomé-et-Princ.	0,155	0,2	0	Sao Tomé	70
Guinée équatoriale	0,496	0,1	0	Malabo	96
Ensemble	216,942	10,6	22,955		

En matière de collaboration et de migration aux fins de formation et d'instrumentation pédagogique, on pourra s'inspirer, sans copier, des français et de l'Europe et innover. À ce sujet, ci-joint en annexe des propos d'André Janier, ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, adressés au journal ivoirien Fraternité Matin.

Par ailleurs, Québec pourrait s'ouvrir à Enablis, une initiative dirigée par le secteur privé. Charles Sirois un homme d'affaire bien connu au Québec et reconnu par nos gouvernements supérieurs en est le président. "Enablis est une organisation sans but lucratif ayant pour mission de susciter le développement économique mesurable et de favoriser l'établissement d'entreprises autonomes en appuyant les petites et moyennes entreprises et les entrepreneurs d'Afrique dans leur application des TIC. Enablis fournit aux petites et moyennes entreprises une combinaison de capitaux d'amorçage et de mentorat pour aider à les relier aux fournisseurs de produits et de services TIC et aux organisations qui appuient les entreprises".

Enablis a lancé son premier centre opérationnel en Afrique du Sud en 2006 après la conclusion d'accords bancaires avec la First National Bank d'Afrique du Sud. Enablis entend prendre de l'expansion dans d'autres régions d'Afrique au cours des prochaines années. Enfin, Enablis s'établira comme entreprise autonome et à long terme disposant de diverses sources de financement et d'une connaissance approfondie des stratégies d'aide aux entreprises africaines les plus efficaces.

Enablis est fortement subventionné par le Gouvernement du Canada. Le Fonds canadien pour l'Afrique de l'ACDI a soutenu Enablis de 10 millions de \$. Il a également soutenu de 15 millions de \$ Connectivité Afrique, "lancée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA), afin de favoriser la recherche, le développement et l'innovation dans l'utilisation des TIC pour l'avancement du continent africain, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'économie. Rappelons que cette initiative visait à appuyer le Plan d'action pour l'Afrique adopté en 2002 lors du Sommet du G8 à Kananaskis, au Canada".

Conclusion

Au printemps de 2005, tous les partis municipaux de Québec la fusionnée s'entendait pour que la Ville se fassent plus accueillante à l'endroit des immigrants, Vision Québec étant le plus dynamique d'entre eux sur le sujet en proposant de "Tenir en début de mandat un sommet sur l'immigration internationale". Le défunt Option Capitale d'Hugo Lépine, plus irréfléchi ou jeune et audacieux, avait déjà réalisé cette étape entre membres et retenu sept points pour augmenter le nombre de nouveaux arrivants et accroître le taux de rétention de ces derniers.

Mme Andrée Boucher par contre était excessivement prudente, voire rétive: "Accueillir un nombre plus grand d'immigrants quand la plupart d'entre eux pourront trouver du travail. Accueillir des francophones, provenant de communautés similaires à la nôtre". Je vous rapporte ce qu'a écrit Jean-François Cliche dans le Soleil en 2005.

Dans le même journal le 2 juillet dernier, sous le titre L'Allier plus zen, François Bourque retient ses propos suivants: "l'université sera au coeur de toutes nos stratégies de développement". "Il l'imagine le jour où 50 à 60 % des étudiants de Laval seront des étrangers..." "Il le faudra, dit-il, sinon la population va décroître".

Annexe

Invité de Fraternité Matin, André Janier (ambassadeur en Côte d'Ivoire) a parlé de la France sous Sarkozy, de l'Europe et du monde et de la politique africaine de l'Élysée.

Extrait sur l'immigration, 1 juillet 2008.

Immigration et co-développement

Vous parlez de la lutte contre l'immigration ... Mais je parlerai plutôt de mieux organiser l'immigration légale, telle est notre formule. Nous ne sommes pas, en Europe et en France en particulier, opposés à l'immigration. Mais un Ivoirien qui vient en France sans travail - je le dis souvent aux gens qui se plaignent que je ne leur donne pas de visas pour aller en France - c'est pour vous rendre service. Si je vous donne un visa aujourd'hui pour aller en France, à votre arrivée à l'aéroport, vous paierez 50 euros au taxi pour aller à Paris; un morceau de pain, c'est un euro maintenant; le ticket de métro, c'est 1,5 euro, le prix va augmenter demain (mardi). Le ticket de métro pour aller d'un point à l'autre de Paris, c'est 1000 Fcfa. Si cette personne n'a pas de travail et pas de revenus prouvés, elle va s'imaginer que la vie est facile en France parce qu'elle voit à la télévision des gens qui travaillent, qui ont de l'argent et qui le dépensent. Même les Français qui ne travaillent pas et qui ont le soutien de leurs familles souffrent véritablement. C'est pour cela que, en accord avec les autres Européens, nous disons c'est l'immigration organisée dans l'intérêt du pays d'accueil comme de la personne qui veut immigrer en Europe. Si elle a les moyens de vivre en Europe, si par son travail, elle peut apporter un plus, nous le reconnaissons en Europe. Nous en avons d'ailleurs besoin dans tous les secteurs d'ailleurs.

Là aussi, il faut tordre le coup à tous ces clichés selon lesquels les immigrés font seulement le travail que les Français ne veulent pas faire. Ce n'est pas vrai, certains immigrés effectuent des tâches qui ne sont pas toujours valorisantes. Mais j'en connais comme vous, il y a beaucoup d'Ivoiriens qui occupent des postes de responsabilité en France : dans les banques, les assurances, le commerce. Les immigrés ou ceux qui souhaitent immigrer vont en France ou en Europe parce qu'ils n'ont pas d'emplois chez eux. On se dit que si l'on les emploie chez eux, c'est un plus pour leur pays. Ils vont contribuer à développer leur pays. Et peut-être parce qu'ils préfèrent, sans doute, vivre dans leur environnement, dans leur famille que de vivre dans le froid, la pluie. C'est une piste qui n'est pas nouvelle. On en avait beaucoup parlé sans la mettre en œuvre. C'est une de nos priorités. On ne peut pas la réaliser toute seule. Cela nécessite des investissements considérables comme vous pouvez l'imaginer. On voudrait convaincre nos partenaires européens que le jeu en vaut la chandelle dans les deux sens. Cela va aider les pays africains à se développer et faciliter l'intégration des immigrés en Europe parce qu'ils seront moins nombreux et plus qualifiés. C'est une piste intéressante qu'il faut mettre en œuvre maintenant.

Mais, le nerf de la guerre dans ce domaine comme dans bien d'autres c'est le budget et les crédits. Il faut créer des emplois en Afrique, donner de l'emploi aux Africains. Pour les attacher à leurs régions d'origine, il faut développer l'industrie, l'agriculture, les infrastructures, et l'université. On n'a pas besoin seulement de manœuvre mais aussi de concepteurs et d'ingénieurs. Au Mali, il y a eu pas mal de petites expériences réussies. On se dit pourquoi ne pas l'appliquer à plus grande échelle. Il faut qu'on se mette d'accord avec nos partenaires et que chacun puisse développer une vraie politique de développement. C'est vrai, les médecins africains, sud-américains, asiatiques, ne touchent pas nécessairement les mêmes salaires que les médecins français et les médecins européens membres de l'Union européenne parce que les se-

Notre place dans la Francophonie en 2018, 2028, 2058 ... Robert Lachance

conds sont titulaires. Il y a des grilles dans la fonction hospitalière en France ; et pour les Français qui sont médecins titulaires ou les Européens qui bénéficient du même statut, il y a des salaires imposés. Les médecins tiers, qui ne sont ni Français ni ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, passent un contrat. Ça vaut aussi pour les professeurs. Pour travailler dans la Fonction publique hospitalière et des collectivités locales en France, la règle constitutionnelle est qu'il faut être de nationalité française. Et là, vous êtes titulaires et vous entrez dans une grille. Sinon quand on a besoin davantage de travailleurs, médecins, professeurs, on prend des candidatures ailleurs. Mais ça se négocie contractuellement. C'est donc la loi de l'offre et de la demande. Si le médecin est demandeur, mais que l'hôpital peut le rémunérer moins, cela se passe d'un commun accord. De toutes les façons, on ne l'oblige pas à travailler pour tel salaire. S'il est d'accord, on lui dit le salaire qu'on lui propose. Mais ce n'est pas de la discrimination raciale, c'est de la discrimination administrative. Et ça ne vaut pas que pour les médecins. C'est pour cela que nous avons décidé d'établir une carte qui s'appelle la Carte compétences et talents. Nous devons pouvoir nous exprimer là-dessus dans les semaines qui viennent.

Carte de compétences et talents

Une carte à durée limitée, d'accord avec une entreprise française et un Ivoirien qui désire aller en France, dans l'intérêt des deux parties, qui vienne apporter ses compétences et sa force de travail en France. En même temps, il se spécialise et s'améliore dans son domaine de compétence, on lui donne une carte d'une durée de 5 ou 10 ans et il s'engage à revenir en Côte d'Ivoire pour faire profiter à son pays du plus qu'il aura acquis en France. C'est un sujet auquel nous avons pensé aussi et que nous ne négligeons pas. Nous étudions actuellement les moyens, d'abord d'éviter que les immigrés ne viennent en France et qu'ils y mènent une vie indécente. Il y en a beaucoup et ce n'est pas leur faute, c'est parce qu'ils n'ont pas les moyens tout comme certains Français qui sont sans logis. En même temps, nous voulons satisfaire nos besoins en main-d'œuvre ou en cerveaux et dans la même veine, aider les pays d'origine à récupérer leurs concitoyens une fois qu'ils se seront améliorés. L'ancien ministre de la Coopération, M. Josselin, était là la semaine dernière et je lui parlais de mon expérience au Tchad où j'ai été ambassadeur il y a 15 ans. Les statistiques montraient que l'on avait formé en France 17 médecins tchadiens. Savez-vous combien sont revenus au Tchad ? Zéro sur 17. Et quand j'étais au Tchad, les Tchadiens s'en plaignaient. Ils disaient : «Vous nous les avez pris, alors pourquoi ?» vous les avez formés Le Tchad, ce n'est pas la Côte d'Ivoire, c'est un pays d'abord en crise, en guerre. Contrairement à la Côte d'Ivoire, au Tchad, ce sont des conditions de vie bien inférieures. Et quand ils ont goûté à la vie en France où l'on a besoin aussi dans les services d'urgences de médecins compétents, souvent ils se marient à des Françaises pour ne pas retourner au Tchad où on va leur payer quelques centaines de milliers de Fcfa pour des conditions de travail difficiles. Alors qu'en France, on leur offre davantage avec un environnement supérieur. Nous avons cela bien en tête, nous y réfléchissons et nous en parlerons à nos partenaires pendant notre présidence. Mieux organiser l'immigration légale dans l'intérêt des deux pays.